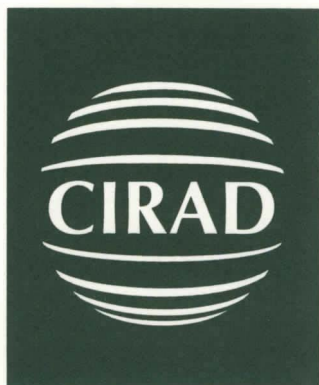


FB

7



Compte-rendu de mission

François Besse

Bénin – Togo

18 novembre au 4 décembre 2002

Décembre 2002

Compte-rendu de mission

François Besse

Bénin – Togo

du 18 novembre au 4 décembre 2002

La mission était composée de trois interventions :

- la participation à l'atelier « Echanges d'informations sur la mise en œuvre des grandes conventions et des textes annexes » du 18 au 22 novembre 2002 à Cotonou (Bénin),
- la participation à l'atelier « Connaissance et mise en œuvre des pratiques locales de gestion forestière durable » du 23 au 29 novembre 2002 à Cotonou (Bénin),
- une mission de prise de contacts avec les institutions et projets liés à la gestion des ressources forestières et au développement rural, à Lomé (Togo).

1. Atelier « Echanges d'informations sur la mise en œuvre des grandes conventions et des textes annexes »

Cette réunion était organisée par SILVA, avec le concours de la FAO et de la coopération néerlandaise, dans le cadre du projet SILVA/UE/FAO « Echanges d'informations sur la mise en œuvre des grandes conventions et des textes annexes » signée avec l'Union européenne en janvier 2001. Ce projet concerne six pays : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo et Togo. L'objectif était, après 2 ans d'interventions, de faire le point des travaux effectués (synthèses nationales des interventions nationales dans le domaine des grandes conventions (Diversité biologique, Lutte contre la désertification, Changements climatiques).

Une cinquantaine de participants, délégués des antennes nationales du Réseau Arbres Tropicaux, décideurs et gestionnaires de projets des six pays concernés par le projet ont définis les axes d'intervention pour les deux dernières étapes qui portent sur la production de supports d'information et de vulgarisation. **connues. Pour ce faire, il s'avère nécessaire de trouver les mécanismes de diffusion de ces conventions adaptés aux groupes cibles que sont les décideurs et les négociateurs, les partenaires de terrain, les exploitants et les utilisateurs des ressources forestières, les ONG internationales et nationales.**

L'objectif de l'atelier est de travailler en dialogue, en coopération et en approche multisectorielle afin de convaincre les institutionnels et les organisations internationales de la nécessité de mettre en œuvre les moyens identifiés en vue de mieux faire connaître les conventions et sensibiliser sur leur application.

Une synthèse des études bibliographiques et enquêtes menées auprès des publics cibles (institutionnels, décideurs, acteurs de terrain) a été présentée et discutée. Les travaux de synthèse menés pour chacun des six pays retenus ont fait l'objet d'un rapport et leur présentation a permis de dégager les enjeux, les contraintes, les opportunités et les perspectives qui s'offrent ou qui s'imposent aux pays pour la mise en œuvre des conventions internationales et des textes associés.

Les participants ont ensuite travaillé sur les trois thèmes suivants : les réseaux d'observation, les centres de documentation et la production de document et d'outils spécifiques.

Les discussions au sein du groupe 1 ont abouti à un consensus selon lequel il importe de mettre en place des réseaux d'observations en s'appuyant sur les structures nationales existantes (comme au Burkina Faso) et visant les mêmes objectifs. Le RIAT pourra jouer, sur le plan national et régional, le rôle de facilitateur et d'incitateur pour la dynamisation de ces structures ou la création de

structures dans les pays où elles n'existent pas encore. Cette démarche suppose également l'établissement de formes de partenariat avec les points focaux des conventions, les institutions et projets, les organisations sous régionales, les médias, les communautés locales, la société civile (groupes de femmes, de jeunes).

Le groupe 2 a travaillé sur les relations entre le RIAT et les centres de documentation dans les six pays. Il a examiné la typologie de ces centres en fonction de leur vocation (formation, recherche), de leur nature et des autres institutions (administration, organisations para-étatiques, confessions religieuses, coopération internationale, ONG nationales et internationales, organisations paysannes et rurales). Quelques actions prioritaires ont été identifiées dans chaque pays. Elles sont surtout axées sur la négociation d'un cadre de collaboration avec les partenaires, la promotion des produits du RIAT et portant sur les conventions de Rio, l'apport de la documentation nécessaire pour compléter l'existant dans les centres de documentation, l'organisation des journées de promotion et d'échange.

Le groupe 3 s'est penché sur la production de documents et d'outils spécifiques de diffusion selon deux axes d'intervention, à savoir :

1. vulgariser les textes relatifs aux conventions auprès des acteurs directement impliqués dans la mise en œuvre des conventions ;
2. sensibiliser certaines catégories de publics indirectement concernés sur la mise en œuvre des conventions.

Dans le cadre de la vulgarisation, il a identifié prioritairement les groupes cibles suivants : l'administration forestière, les partenaires de la coopération bilatérale et multilatérale, les ministères en charge des conventions sur l'environnement, les ingénieurs des Eaux et Forêts, les collectivités locales. Les outils proposés pour atteindre ces groupes sont entre autres les documents officiels des conventions, les rapports nationaux de synthèse SILVA/UE/FAO, les dépliants et les plaquettes sur les conventions, les films vidéo.

Pour ce qui concerne la sensibilisation, deux groupes ont été ciblés : les décideurs et les acteurs de terrain. Pour atteindre ces groupes cibles, le RIAT devra passer par les canaux suivant : conférences-débats, mémoires et thèses relatifs à la problématique des conventions, rapports nationaux et des synthèses régionales, etc...

2. Atelier « Connaissance et mise en œuvre des pratiques locales de gestion forestière durable

Cet atelier a pour objectif de finaliser les travaux menés par les membres des réseaux nationaux de quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun et Togo) sur le thème des pratiques locales de gestion des ressources forestières. Cette étude est une commande du Ministère français des affaires étrangères qui en assure le financement. Une quinzaine de membres du Réseau International Arbres tropicaux à participer à cette rencontre.

Après la présentation des travaux menés dans chacun des quatre pays, les participants ont poursuivi les travaux en groupes :

Groupe 1 : Savoirs, pouvoirs et pratiques locales.

- Identification de savoirs locaux mis en œuvre dans chaque pays, typologie de ces pratiques,
- Contexte (social, démographique, économique, législatif, foncier, d'usage, institutionnel, technique ...) de leur mise en œuvre, selon les domaines d'intervention (foresterie, sylvo-pastoralisme ...), lien avec le niveau et la disponibilité de la ressource.

Groupe 2 : Innovation, transferts de technologie.

- Transferts de technologie.
- Innovations et adaptations à partir de pratiques locales et de transfert de technologie,
- Lien avec la recherche,
- Concurrence, complémentarité entre pratiques locales et innovations.

Groupe 3 : Evolutions, avenir et perspectives

- Evolutions reconnues, prévisibles dans différents domaines,
- Possibilité d'accompagner, de diriger, de contrôler ces évolutions.
- Etablir une classification selon les dynamiques (positives ou négatives) de leur évolution

Les travaux ont abouti à la rédaction de fiches projets et de recommandations. Les rapports nationaux feront l'objet d'une publication.

3. Contacts avec les institutions et projets liés à la gestion des ressources forestières et au développement rural, à Cotonou (Bénin) et à Lomé (Togo).

Bénin

Le temps de séjour au Bénin, essentiellement consacré à l'encadrement des deux ateliers à Cotonou, n'a pas permis de déplacement à l'intérieur du pays. Les brefs temps libres ont cependant été l'occasion de prendre quelques contacts et de procéder à plusieurs échanges, essentiellement avec des institutionnels ou professionnels de la forêt.

L'AFD et le SCAC ont permis de broser une présentation de politique générale et un paysage global de la forêt au Bénin. Les plantations de Teck et les zones de forêt naturelle sont l'objet d'une exploitation très soutenue, y compris pour les arbres de faible diamètre (Afzelia, Teck, ...). Les produits alimentent, pour une large part, le marché local. Les parcs naturels du nord du pays subissent une forte pression de la part des populations environnantes.

Une étude a été menée par l'ICRA en 2002 avec pour objectif de définir les axes principaux de la recherche-développement à mettre en œuvre dans la région centrale du Bénin. Utilisant les outils de la Recherche Appliquée pour le Développement, cette étude pluridisciplinaire a présenté une série d'options de recherche intéressant les forestiers (planteurs et exploitants), les charbonniers, les agriculteurs et les éleveurs (voir annexe 4).

Enfin, rappelons la visite de travail d'une mission béninoise du 20 au 27 mai 2002 et les domaines pressentis pour faire l'objet de nouveaux axes de collaboration entre l'INRAB et le CIRAD : foresterie, politique agricole, production animale et halieutique, information scientifique, igname et cocotier pour compléter les interventions de recherche que mène le CIRAD sur le palmier à huile et le cotonnier.

Les responsables de l'Institut National des Recherches Agronomiques du Bénin ainsi que le directeur des forêts et des ressources naturelles font état d'une dégradation rapide de la situation forestière : exploitation intensive des forêts naturelles (Afzelia, ...) et des plantations de teck (du domaine de l'Etat mais également villageoises), pour l'exportation par des compagnies indiennes et une évolution des terres vers la production agricole. (voir annexe 7 pour les principaux domaines classés du Bénin).

Les demandes exprimées par la Direction des Forêts et l'INRAB portent sur les points suivants :

- **appui à l'élaboration d'un programme de recherche-développement forestière**, à partir du diagnostic mené en 2000 et pour faire suite aux recommandations de l'étude menée par l'ICRA et répondre ainsi aux attentes de la mission béninoise du mois de mai 2002 auprès du CIRAD. Cet appui serait effectué en collaboration avec le Comité sectoriel recherche-développement et en recherchant une intégration de la recherche forestière dans le cadre global de la recherche agricole,
- **audit sur l'ensemble du pays, sur l'état des ressources forestières et en particulier de bois de feu**, avec une étude du pouvoir calorifique des espèces exploitées pour la consommation des ménages. Un financement BAD pourrait être mobilisé pour un inventaire de la ressource,
- **accompagnement des plantations de teck, particulièrement villageoises** : une amélioration génétique est nécessaire pour développer les plantations et peut consister en introduction de nouvelles espèces, mise en place et suivi de nouvelles provenances.

Le suivi de la régénération naturelle et de nouvelles techniques sylvicoles favorisant cette régénération après exploitation sont à mettre en place,

- des **plantations d'*Acacia auriculiformis*** ont été réalisées durant les 20 dernières années, pour assurer l'approvisionnement de la ville de Cotonou en bois de feu. Ces plantations sont toujours en cours d'exploitation, mais les coupes sont faites à blanc, sans règles d'aménagement particulières. Le suivi de la production de rejets et la gestion de ces rejets sont indispensables pour assurer la pérennité de la ressource tant en qualité qu'en quantité,
- dans les régions du Nord, les **parcs à karité et à néré** sont infestés par *Tapinanthus ssp.* et devraient faire l'objet d'études et de recherches d'accompagnement, tant pour l'impact de l'infestation par *Tapinanthus* que pour la gestion de la régénération et le suivi des filières de production et de transformation. L'expérience du programme Arbres et Plantations acquises sur les parcs du Mali et du Burkina Faso pourrait largement bénéficier aux formations du Bénin. L'INRAB est engagé dans une démarche de qualité sur le beurre de karité.

L'INRAB et la Direction des Forêts sont très attentifs à l'appui que le CIRAD pourrait apporter dans tous ces domaines. La demande exprimée lors des rencontres porte sur la participation du CIRAD-Forêt à l'identification des priorités d'intervention, à l'appui à la préparation et à la présentation de dossiers à soumettre à financement.

Togo

La situation au Togo semble mieux suivie, sinon mieux maîtrisée.

Une brève présentation des échanges réalisés en un peu moins de trois jours illustrera la diversité des questions portant sur le secteur forestier auxquelles le Togo est confronté. Il faut cependant noter qu'il ne m'a pas été possible de rencontrer les industriels du bois présents au Togo :

Sotrabex : caisses en bois pour le vin

Florici : mobilier. Dont le directeur est également président de la zone franche

Togobois : parquet et exportateur de teck

Lucas SARL : bois et parquets

Monsieur Y. Dominoni, assistant technique direct de la coopération française auprès du Secrétariat général du ministère de l'Agriculture a présenté un tableau agricole général ainsi que le document sur la « Stratégie de croissance du secteur agricole et rural », produit par une équipe du centre d'investissement de la FAO. Bien que la foresterie ne soit pas explicitement concernée, il y est traité du développement de systèmes agricoles, de la fertilité et des priorités de développement. A noter que de fortes disparités régionales (édaphiques mais également sociologiques et migratoires) perturbent l'équilibre global. Une démarche sous régionale, en particulier impliquant le Bénin et le Togo est possible, voire souhaitable pour valoriser cette zone, même si les politiques et les dynamiques nationales sont différentes.

Les services forestiers dépendent, au niveau central, de trois directions (Productions forestières, Protection et contrôle des exploitations, Parcs nationaux) et de l'Office de développement et d'exploitation des forêts. Ce dernier de traitant que des forêts de l'Etat. Les deux premières directions devraient être regroupées depuis 2001. Le Directeur des Productions Forestières, El Hadj Essowé Ouro Djéri, reconnaît les difficultés de gestion que cette structuration entraîne mais reconnaît trois priorités :

- le montage de l'étude de faisabilité de l'**inventaire des ressources forestières** que la coopération japonaise serait disposée à financer, pour actualiser entre autre l'inventaire des ressources en bois d'œuvre mené par la FAO en 1971,
- l'audit sur le **Centre National des Semences Forestières** afin que celui-ci puisse remplir son office auprès des demandeurs locaux (projets et groupements villageois) chargés des travaux de plantation. Un appui en formation serait nécessaire,

- un appui auprès des services et structures chargés, directement ou indirectement, des **plantations villageoises** et qui ont des problèmes concrets de renouvellement du matériel végétal et d'aménagement des plantations.

Le Plan National d'Action pour l'Environnement a compétence pour traiter de tout ce qui touche à l'Environnement, y compris les problématiques industrielles ; ce qui représente un champ assez vaste. La loi cadre sur l'Environnement est en cours d'élaboration et le Programme de gestion des ressources naturelles est en cours d'instruction auprès de l'UE. L'appui du CIRAD est souhaité par le Coordonnateur national du PNAE, Monsieur M. K. Amegadje en particulier pour les thèmes « gestion de terroirs », « conservation des forêts naturelles », « conservation de la diversité biologique ». Par ailleurs, M Amegadje a proposé de transmettre au CIRAD les documents traitant de la biodiversité (monographie et stratégie), actuellement en cours d'élaboration, pour commentaires.

Le directeur technique de l'Office de développement et d'exploitation des forêts, Monsieur Ayith Atayi-Agbobly, a rappelé les travaux menés avec le CIRAD-Forêt pour le montage d'une base de données sur la qualité du bois de teck, mais déplore la quasi absence de recherche forestière au Togo. Les plantations villageoises ont des questions sur les associations plantations forestières/cultures, la sylviculture et l'aménagement des plantations, les liens avec le pastoralisme. Une démarche basée sur la gestion de terroir étendue à la gestion locale des ressources naturelles pour aboutir à l'élaboration d'outils de planification répondrait aux attentes des acteurs de terrain en même temps qu'à celles des décideurs.

A l'Université de Lomé, j'ai eu la possibilité de rencontrer, avec Monsieur Kouami Kokou, enseignant chercheur et membre du Réseau International Arbres Tropicaux, MM Kudzo Atsu Guelly, maître assistant et le professeur Akpagana, directeur de département. Quatre questions d'importance diverses ont été évoquées par M Akpagana :

- la foresterie villageoise et la recherche d'accompagnement indispensable pour le développement des plantations (d'état, privées ou de groupements villageois), en peuplements purs ou associées aux cultures. Plusieurs chercheurs et enseignants sont engagés dans des démarches ponctuelles de recherches d'accompagnement-mais souvent à titre d'experts, bénévole ou non et sans que des programmes à moyen ou long terme puissent être établis. Les préoccupations sont les mêmes que celles qui ont été exprimées par le directeur de l'ODEF,
- les bois sacrés font l'objet d'une recherche botanique suivie (actuellement grâce à une bourse FIS) sur la biodiversité et la gestion des espèces. Un dossier complet devrait être transmis par M K. Kokou pour compléter notre entretien et susciter des réactions ou des propositions de collaboration de la part du CIRAD-Forêt,
- l'Université de Lomé a travaillé sur un projet de création d'un jardin botanique pour la ville de Lomé et sur le site de l'Université. Le projet d'installation d'un jardin botanique végétal mais il subsiste la proposition d'une recherche conservation des plantes médicinales, à mener dans le cadre du réseau des jardins botaniques en Afrique. Un dossier devrait être rédigé par M Akpagana et soumis au CIRAD-Forêt (D. Babin) pour avis et commentaire,
- le laboratoire d'écologie végétale et de biologie végétale a mené, avec l'université de Toulouse, un important travail pour l'élaboration de la carte de végétation du Togo. Des problèmes logistiques et financiers (la fermeture du laboratoire de la carte de végétation à Toulouse a été évoquée) ont entraîné la suspension des travaux qui étaient presque achevés (voir annexe 5). Le concours du CIRAD est sollicité par l'Université pour assurer l'achèvement des travaux. Un dossier précis et complet sur les objectifs et les besoins sera transmis au CIRAD-Forêt pour étude et avis.

La direction de la division Afrique du Centre International pour la Fertilité des Sols et le Développement Agricole est implantée à Lomé. Le centre intervient au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Mali, au Niger ...avec pour objectif général l'amélioration de la fertilité des sols par une utilisation raisonnée des engrais (minéraux et organiques) et l'intégration des arbres dans les cultures.

M H. Breman, avait proposé il y a cinq ans une collaboration rapprochée avec le CIRAD. Cette proposition n'avait pas suscité de réaction d'intérêt particulier. L'IFDC reste très favorable à une collaboration directe, sur le terrain, avec le CIRAD et en particulier le Département Forêt.

Des contacts peuvent être repris à notre initiative afin de développer des échanges sur des projets d'avenir commun.

Une visite organisée dans la région de Kpalimé (voir annexe 6) a permis de rencontrer les responsables de l'ONG APAF qui a sollicité, au travers d'un appel d'offre auquel le programme Arbres et Plantations a répondu, un appui scientifique, sur financement de l'UE. Une problématique intéressante de gestion de la fertilité dans des zones montagneuses (pour la partie visitée) par la gestion conjointe de l'arbre et des cultures. Une démarche participative dans laquelle les paysans sont intégrés et sollicités par une équipe d'encadrement de proximité. Les résultats du dépouillement des offres ne sont pas encore connus.

Projet de coopération commun au Bénin et au Togo :

Des différents échanges entrepris dans les deux pays et en restant conscients des différences de politiques et de dynamiques forestières, nous pensons pouvoir retenir la possibilité de monter quatre projets de recherche ou de développement régionaux :

- inventaire de la ressource (en particulier bois de feu), associé à une carte d'occupation des sols et à une carte des potentialités forestières (surtout pour le Bénin dont les ressources forestières sont exploitées au delà des possibilités de renouvellement). L'inventaire serait complété par une étude sur le pouvoir calorifique des espèces utilisées en plantation (Acacia, Eucalyptus...). Le CIRAD-Forêt pourrait être chargé, en collaboration avec les institutions et les organismes nationaux concernés, de l'élaboration de la méthodologie d'intervention. Les équipes locales de chercheurs (forestiers, agronomes, sociologues, cartographes ...) seraient chargés de la réalisation des inventaires et études, en collaboration avec le CIRAD-Forêt pour le traitement et l'analyse des résultats,
- audit sur l'état qualitatif des ressources, en relation avec l'inventaire. Les résultats intéresseraient le développement de filière d'exploitation et de transformation de bois de service et de bois d'œuvre, pour une meilleure gestion des ressources et planification de leur reconstitution,
- audit sur la recherche/développement forestière, tant au Bénin qu'au Togo, en se basant sur les études et diagnostics précédentes. Un audit mené sur les deux pays permettrait des économies d'échelle et favoriserait l'émergence de programmes de recherche et de développement harmonisés,
- valorisation des plantations villageoises existantes et extension de ces plantations : sylviculture (modalités de plantation, d'entretien, d'exploitation,...), génétique (choix des espèces, provenances, récoltes et conservation des graines, ...), gestion et filières d'exploitation et de transformation.

L'intervention du CIRAD peut se situer en amont au travers de l'élaboration de termes de références pour des projets ou des interventions. Mais elle peut également, et c'est le souhait des institutions aussi bien béninoises que togolaises, se concrétiser dans des interventions directes dans des projets ou des expertises.

* * * * *

Échanges d'information sur les textes internationaux concernant Les ressources forestières

1. PRESENTATION DE L'ETUDE

Dès les années quatre-vingts, la communauté internationale a pris conscience de l'éventuelle crise environnementale qui menaçait l'humanité du fait de l'accentuation de la pression anthropique sur les ressources naturelles. Autour de ces craintes pour l'avenir de la planète, une importante mobilisation politique, scientifique et associative s'est développée et en 1992 la Conférence de Rio a donné naissance à trois conventions : la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD), signée en 1994, la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCCC) et la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) signées en 1992.

Qu'en est-il dix ans plus tard ? Le Réseau International Arbres Tropicaux', membre de l'Association *SILVA, Arbres, Forêts et Sociétés*, avec l'appui financier de l'Union Européenne et de la FAO a mené une étude qui vise à faire connaître et à rendre accessible aux institutions nationales et aux principaux acteurs de terrain des pays en développement (PED) le contenu et les implications pratiques des conventions et engagements internationaux liées aux arbres et aux forêts. Ce travail concerne six pays africains dont les contextes sociaux, économiques et politiques sont assez contrastés : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo et Togo. Il analyse les enjeux, les impacts, les perspectives des conditions d'application des grandes conventions et des principaux textes d'engagements internationaux qui leur sont liés ainsi que les différentes synergies entre les Conventions.

2. ATELIER DE COTONOU. PROPOSITIONS

Les conditions de diffusion des informations relatives aux grandes Conventions sont au cœur de l'étude menée par le RIAT. Les premières conclusions de nos travaux sont sans grandes nuances : les Conventions sont ignorées par la majorité des acteurs qui sont sensés les mettre en œuvre. Dans ces conditions, parler de leur prise en compte est délicat, mais n'est pas pour autant sans objet. Car cela ne signifie pas que les problématiques qui ont motivé l'adoption des Conventions soient ignorées. Ces préoccupations relèvent d'une culture plus large et partagée par la plupart des acteurs du développement. Toutefois, on peut aisément supputer que cette ignorance accompagne un appauvrissement général du débat, de l'analyse et indubitablement qu'elle freine la valorisation et la concrétisation des idées qui animent les Conventions. Sans oublier qu'elle est partiellement à l'origine des difficultés d'activer aides et appuis.

Pour dépasser cette situation, il faut entreprendre une véritable campagne de promotion. Promotion construite autour d'un débat, d'une mise en situation et, d'une façon générale, d'une confrontation entre les contenus des Conventions et la nature des pratiques. Soyons plus précis, informer sur les Conventions ne doit pas se limiter à la diffusion des textes de référence. Encore que cette approche soit nécessaire. Mais cette promotion doit accompagner une dynamique qui conduise à un double enrichissement :

- o sur le plan technique : innovations dans le domaine des pratiques, d'une part et, d'autre part, concrétisation et développement des Conventions ;

- o sur le plan politique : adhésion démocratique aux principes des Conventions et renforcement des sentiments de responsabilité individuelle et de solidarité.

C'est sur ces bases que nous proposons d'organiser les travaux de l'atelier de Cotonou : **définir une stratégie et un programme pour promouvoir les objectifs et la mise en œuvre des Conventions et des textes associés.**

Un tel projet demande que soient précisés le **public** concerné, les **contenus** à diffuser et les **moyens** à mobiliser, mais aussi l'esprit et la philosophie de notre entreprise.

Le public

Il peut comporter deux populations. La première serait composée pour l'essentiel des acteurs impliqués (publics et privés), directement ou indirectement, dans la gestion des espaces forestiers. Ce sont eux (ingénieurs, techniciens, scientifiques, formateurs et administrateurs) qui ont en charge la mise en œuvre des objectifs des Conventions. On remarquera que de manière naturelle ils constituent le cœur des " clients " du réseau RIAT ; ce qui doit faciliter leur mobilisation. La deuxième population serait composée des jeunes (lycéens, étudiants) et plus particulièrement de ceux qui se tournent vers des métiers relatifs à la forêt et à l'environnement (de manière simple, on peut dire que cette seconde population constitue la relève de la première).

Le contenu

Il peut s'organiser autour de **deux grands produits**. Tout d'abord, la diffusion **des textes de référence** et de différentes versions, plus ou moins commentées, illustrées et simplifiées (selon le public), permettant une approche directe et facile des Conventions et des textes associés. On remarquera que cette littérature existe et qu'il y aura intérêt à valoriser cet existant. Ensuite, et ce sera la partie la plus originale de notre démarche, un ensemble de **produits confrontant pratiques et principes**. Cette méthode, qui sous-entend de privilégier le dialogue entre les parties les plus concernées par la gestion des espaces forestiers, est caractéristique de la démarche du RIAT. L'atelier sera l'occasion de préciser les thèmes sur lesquels devront porter la réflexion et l'engagement (exemple : la gestion des réserves, les jachères, les bois sacrés, les plantations, la faune, l'utilisation des produits forestiers non ligneux, la consommation de bois de feu ...).

Les moyens

Classiquement, lorsque l'on parle de vulgarisation, on insiste plus sur les supports de transmission (livres, fiches, films, affiches, journaux, diaporamas...) que sur les moyens de fabrication et de diffusion de l'information (réalisation des produits de manière collective ou en ayant recours à des experts, distribution par le biais d'ateliers ou de publications...). Sans négliger la forme, nous devons faire un effort sur les méthodes qui permettront de mobiliser les publics que l'on cherche à atteindre. Plusieurs approches peuvent être adoptées et rares sont celles qui s'excluent car il va donc falloir tenir compte des contextes particuliers à chaque pays. Pour le RIAT, la méthode préférentielle est celle qui, s'appuyant sur la structure en réseau, mobilise le plus grand nombre d'acteurs, tant au moment de la réalisation que de la transmission des savoirs. Dans cet esprit, on se propose d'appuyer trois démarches :

- o Regrouper dans chaque pays l'ensemble des entités concernées par les problématiques sur lesquelles on travaille. Pour être plus précis il s'agit, dans un premier temps, de recenser les projets, les centres de formations (forestiers ou environnementaux), les organismes de gestion de l'environnement (services administratifs ou sociétés privées), les centres de recherche, les ONG... c'est-à-dire tous ceux qui sont potentiellement concernés par notre projet. Puis, dans une seconde étape, de leur proposer une démarche collective, s'appuyant sur un questionnement de terrain, qui conduira à la réalisation et à la diffusion de produits adaptés. On peut parler d'une sorte de **réseau d'observation de la promotion des méthodes de gestion durable**. Cette démarche présente l'avantage de tenir compte de l'existant, de décloisonner notre projet et de dépasser le schéma classique client-serveur.

- o S'associer **avec les centres de documentation** qui sont disposés à servir de lieu ressource pour l'ensemble de la littérature que nous pourrions rassembler. En réalité, il existe une littérature importante et disponible qui traite des sujets qui nous intéressent. La première chose à faire est de la rassembler et de la mettre à disposition des acteurs. *De nombreuses institutions internationales ou gouvernementales ont déjà fait un effort pour produire des documents de référence qui sont trop souvent insuffisamment valorisés et que l'on pourrait se charger de rassembler et de faire connaître.*

- o Enfin, il faudrait identifier les populations qui doivent faire l'objet d'une approche spécifique. Il s'agit surtout de construire des **produits destinés à des groupes peu familiarisés avec le français**. Ces produits sont sans doute ceux dont ont besoin les membres du réseau-observatoire dans leur dialogue avec les populations.

Travail préparatoire en vue de l'atelier de Cotonou

Quel que soit le devenir des précédentes propositions, qui ont déjà été évoquées lors de l'atelier de Lomé mais qui seront rediscutées à Cotonou, il est important qu'un travail préparatoire soit mené par les réseaux nationaux pour :

- o identifier les partenaires potentiels (les futurs membres du réseau-observatoire) et juger de leur réaction au projet ;

- o prendre des contacts avec les centres de documentation qui accepteraient de collaborer et évaluer leur ressource en matière d'information environnementale (en particulier sur les documents relatifs aux Conventions et aux textes associés).

Ce travail devrait se situer dans le prolongement des enquêtes réalisées lors de la phase précédente du projet.

Calendrier

18/11	19/11	20/11	21/11	22/11	23/11	24/11	25/11	26/11	27/11	28/11	29/11	30/11	1/12	2/12	3/12
Atelier SILVA/FAO/Pays Bas Echanges d'informations sur les conventions issues de la CNUED. Cotonou, Bénin.					Atelier SILVA / MAE Connaissance et mise en œuvre des pratiques locales de gestion forestière durable. Cotonou, Bénin.							Mission de prospection au Togo. Lomé, Togo.			

Personnes rencontrées

BENIN	
AGBAHUNGBA Georges A.	Coordonnateur national du programme SAFORGEN. Institut National des Recherches Agronomiques du Bénin
AGUENOUNON Marcellin	Expert en foresterie communautaire
ARODOKOUN David	Directeur Général de l'Institut National des Recherches Agronomiques du Bénin
BRESSAT Bernard	Attaché de coopération à l'Ambassade de France
DAH-DOVONON Jean Z .	Directeur de l'Institut National des Recherches Agronomiques du Bénin
DUFAUX Gilles	Scierie industrielle Woodstock
KONE Pape Djiby	Forestier principal. Bureau régional pour l'Afrique
KOUDORO Daniel (Colonel)	Directeur du Centre de Télédétection et de surveillance du couvert forestier. Direction des forêts et des ressources naturelles.
LEWICKI-DHAINAUT Sylvie	Correspondante du CIRAD au Bénin
LY Mohamadou El Habib	Représentant de la FAO au Bénin
TCHIWANOU Mahouna B.	Directeur. Direction des forêts et des ressources naturelles.
TERRACOL Yves	Directeur. Groupe AFD / PROPARCO
YEWADAN Horatio Lassissi T.	Coordonnateur du Projet Promotion de l'aulacodiculture en milieu rural en Afrique au sud du sahara (SPAAS).

TOGO	
AKPAGANA	Directeur de Département. Laboratoire de Botanique. Faculté des Sciences. Université de Lomé
AMEGADJE Mawuli Komi	Coordonnateur national du Plan National d'Action pour l'Environnement
ATAYI-AGBOBLY Ayith	Directeur technique de l'Office de Développement et d'exploitation des forêts
BREMAN Henk	Directeur de la Division Afrique. International Center for Soil Fertility and Agricultural Development
DEVERESSE	Assistant technique APAF
DOGBE-TSOGBE Eric	Conseiller agroforesterie APAF
DOMINONI Yves	Assistant technique direct coopération française auprès du Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture
GNROFOUN Koffi Jean	Direction des productions forestières. Centre National des semences et plants forestiers
GUELLY Kudzo Atsu	Enseignant chercheur. Département de Botanique. Faculté des Sciences. Université de Lomé
KEWU H. Kodjo Dodji	Président de l'APAF
KOKOU Kouami	Enseignant chercheur. Laboratoire de Biologie végétale et Ecologie végétale. Faculté des Sciences. Université de Lomé
LAWSON Georges Assion	Appui scientifique à l'ONG APAF
LEGEAY Denis	Chargé du développement rural. Délégation de la Commission Européenne
MISRE Komla Francis	Conseiller agroforesterie APAF
N'KEKPO Jule Koffitse	Conseiller agroforesterie APAF
OURO-DJERI Essowé El Hadj	Directeur des Productions Forestières
ROY Sylvain	(SOCODEVI) Société de Coopération pour le Développement International
TERRACOL Yves	Directeur. Groupe AFD / PROPARCO
TETE TCHEYI Koffi	Conseiller agroforesterie APAF
WOPEREIS Marco C. S.	Chargé de programme Intensification Intégrée. Division Afrique. International Center for Soil Fertility and Agricultural Development

Documentation

BENIN
An., 2002. Quelle recherche forestière pour la région centrale du Bénin ?. ICRA, INRAB, GTZ. 119 p
DAH-DAVONON Z.J., 2002. Institut national des recherches agricoles au Bénin. Projet de collaboration re la recherche forestière du Bénin avec le CIRAD-Forêt de France. 6 p
GUEDOU G. Raoul, 2001. Dynamique de la forêt classée de l'Ouémé-Boukou (commune de Save). Faculté des lettres, arts et sciences humaines, Dép de géographie et aménagement du territoire, laboratoire de biogéographie. 104 p
GUEDOU R., 1999. Inventaire et conception d'un mécanisme de protection des populations restantes d'hippopotames des zones humides du sud Bénin. Agence béninoise pour l'environnement. Programme d'aménagement des zones humides. 19 p + annexes
GUEDOU R., 2000. Estimation des indices de présence et étude de la stratégie de protection des populations de pythons et crocodiles des zones humides du sud Bénin. Agence béninoise pour l'environnement. Programme d'aménagement des zones humides. 31 p
GUEDOU R., KIDJO F., 2001. Inventaire et caractérisation des écosystèmes humides des deux complexes Est et Ouest des zones humides du sud Bénin. Ministère de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme,. 21 p
MAE, 2002. Compte-rendu de la participation du Bénin à la visite de travail au CIRAD du 20 au 27 mai à Montpellier (France). Communication confidentielle à M le Président de la République (n° 176/MAE/D-CAB/SP-C. 11 p

Documentation

TOGO
AKAKPO K. M., 2000. Ressources forestières naturelles et plantations au Togo. Table des matières. Projet GCP/INT/679/EC. Commission européenne. 21 p
An., 2002. Stratégie de croissance du secteur agricole et rural. Rapport provisoire. 54 p + annexes
BREMAN E., GROOT J.J., van KEULEN H., 2001. Resource limitations in Sahelian agriculture in Global Environmental Change 11 (2001) 59-68
Consortium de consultants, 2002. Revue des politiques de développement. Revue de la participation du secteur privé au financement agricole/rural. Rapport final. Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. 44 p
Délégation UE au Togo, 1998. Devis-programme pour la relance de la production de semences et de plants forestiers. 19 p + annexes
Délégation UE au Togo, 2002. Appui au Centre national de semences forestières de Davié. 38 p
Délégation UE au Togo, 2002. Avant-projet de document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) intérimaire. Document de discussion. 50 p

TOGO
Délégation UE au Togo, 2002. Coopération avec la République du Togo. Rapport d'activités 2000-2001. 19 p + annexes
Délégation UE au Togo, 2002. Deuxième devis-programme pour la relance de la production de semences et de plantes forestières. 18 p + annexes
Délégation UE au Togo, 2002. Togo, COM-STABEX 91/94, Synthèse de l'exécution au 31/10/02. 6 p
Données FAO sur le Togo. 2002
FAO, 2001. L'étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA) Togo. Table des matières. 21 p
Indicateurs économiques annuels. Estimations pour 2001. 2 p
KADEVI K., 2001. Statistiques sur les produits forestiers non ligneux dans la République togolaise. Table des matières. Projet GCP/INT/679/EC. Commission européenne, FAO. 27 p
MEERTEN B., 2001. La riziculture irriguée dans la vallée de Zio, Région maritime , Togo. IFDC-Afrique. 37 p
Ministère de l'environnement et de la protection forestière, 2002. Programme national de gestion de l'environnement. Programme de gestion des ressources naturelles (PGRN). 105 p
Ministère de l'environnement et des ressources forestières. Bilan de la mise en œuvre de l'agenda 21 au Togo. Juillet 2002. 62 p
OURO-DJERI E., DJAGBA T., <i>et alii</i> , 2001. Situation des ressources génétiques forestières au Togo. Table des matières. FAO-IPGRI/SAFORGEN-DFSC, ICRAF. 18 p
Projet Promotion de l'élevage d'aulacodes (PPEAU). Fiche technique n° 1 : habitat des aulacodes. 18 p Fiche technique n° 2 : Conduite de l'élevage d'aulacodes. 18 p Fiche technique n° 3 : Alimentation des aulacodes. 18 p Fiche technique n° 4 : Reproduction des aulacodes. 20 p Fiche technique n° 5 : Santé des aulacodes. 12 p Fiche technique n° 6 : Gestion de l'élevage d'aulacodes . 10 p
SESSI K., 2000. Etude sur les produits forestiers dans la République Togolaise. Table des matières. Projet GCP/INT/679/EC. Commission européenne. 20 p
SESSI K., 2001. Rapport d'étude sur les données du bois-énergie au Togo. Table des matières. Projet GCP/INT/679/EC. Commission européenne. 20 p
Togo Geodata. 8 p

OPTIONS DE RECHERCHE POUR LA REGION CENTRALE DU BENIN	Utilisateurs			Chercheurs			Développeurs		
	Eco.	Env.	Soc.	Eco.	Env.	Soc.	Eco.	Env.	Soc.
Introduction de nouvelles espèces agro-forestières									
Systèmes agro-forestiers plus adaptés									
Essais provenances									
Essais écartement									
Calendrier des éclaircies									
Espèces plus performantes pour la production de charbon de bois									
Amélioration des techniques de carbonisation									
Amélioration des jachères									
Techniques de transformation des produits forestiers non ligneux									
Organisation des marchés des produits forestiers									
Introduction de nouvelles espèces vivrières									
Introduction de nouvelles espèces arbustives fourragères									
Stratégies des différents utilisateurs de la forêt									
Capacité de charge des pâturages									
Plan de pâturage consensuel									
Capacités d'organisation financière des utilisateurs									
Différentes formes d'organisation des professions									

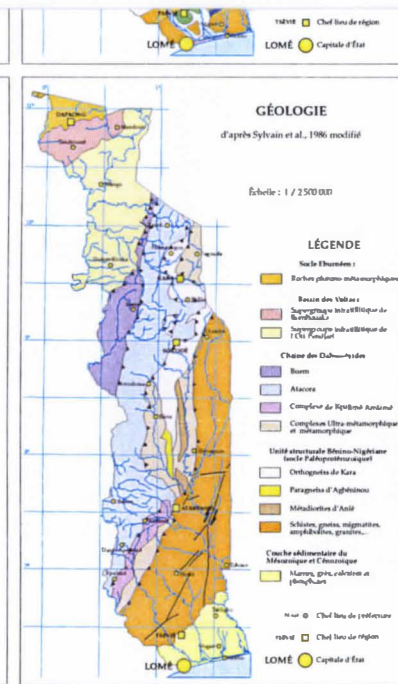
Source : Quelle recherche forestière pour la région centrale du Bénin ? 2002

Au vu des caractéristiques du milieu physique, la région centrale du Bénin se veut être d'abord une région agricole de par l'importance que représente la population agricole dans la population totale et puis une région forestière, au vu de l'étendue des forêts, des plantations forestières ainsi que par l'importance que les ressources forestières représentent dans la vie quotidienne des populations locales.

La région centrale possède de réelles potentialités forestières comme en témoigne la superficie de ces formations végétales (galeries forestières, savanes boisées, forêts denses, plantations etc...) qui occupent 49% de la superficie de la région (CENATEL, 2001). La partie la plus importante relève du domaine de l'Etat. Dans ces forêts classées, on rencontre généralement des plantations de teck ou d'anacardier. Le teck est utilisé pour le bois de service (poteaux) et le bois d'œuvre (sciages, menuiserie) alors que les anacardiens sont utilisés essentiellement pour la production de noix de cajou. Ces surfaces forestières sont soumises à une pression anthropique de plus en plus forte.

Il existe plusieurs contraintes au développement de la région centrale. Les plus importantes sont sociales d'abord, par le déplacement des populations du sud vers le centre qui entraîne une destruction du couvert végétal, structurelles ensuite, par le manque d'infrastructures routières en particulier, qui aggrave l'enclavement de la région.

Carte de la végétation du Togo





PRINCIPAUX DOMAINES CLASSES DU BENIN

